

QUELLE UNIVERSITÉ POUR DEMAIN ?

UN LOCAL POUR LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE !

Nous occupons depuis le 24 avril un local situé dans l'angle du bâtiment Olympe de Gouges. Par cette occupation, nous dénonçons le processus d'attribution de ce local, depuis l'absence d'informations suffisantes pour que puisse émerger un projet porté par les professeur.e.s, personnel.le.s et étudiant.e.s, jusqu'à l'appel de marché lancé par Miralis (filiale de Vinci) dans le cadre du PPP (partenariat public-privé). Notre lutte a pour ambition de démontrer que ce lieu est un point névralgique de cette université en ce qu'il se situe au confluent de flux majeurs d'étudiant.e.s, de personnel.le.s et de professeur.e.s. La visibilité de notre lutte a, entre autre, été favorisée par la configuration stratégique de cet emplacement, comme le démontre l'active participation d'étudiant.e.s en cette période, pourtant creuse, de partiels.

Si nous dénonçons la violence symbolique des tarifs envisagés dans un lieu aussi central, nous ne sommes pour autant pas dupes quant au processus général dans lequel s'inscrivent les enjeux d'un « restaurant bistrannique ». La politique de prestige, forte de ses nouveaux habits Vinci et sous couvert de « diversité fonctionnelle », fractionne l'espace universitaire et maintient chacun.e dans un quadrillage utilitaire échelonné d'après la taille du porte feuille. Il nous faut observer les trajectoires de chacun.e et ce qu'elles traduisent d'un espace fonctionnalisé : la plupart des foyers sont enclavés dans les bâtiments, sans prise sur l'extérieur ; guère spacieux, ils sont essentiellement fréquentés par les étudiant.e.s. Les espaces centraux des bâtiments ne sont plus des lieux de rencontre mais les froides vitrines d'une nature standardisée, aussi sèche que les graviers qui l'étouffent. Nos mouvements sont captés vers des lieux dont on affirme qu'ils répondent à nos besoins. Il nous faut pourtant remarquer que la valeur de ces besoins a pour critère la marchandisation, c'est à dire une production tarifée.

L'université n'est pas le lieu d'une production marchande ou d'une « vitrification » prestigieuse, elle est un lieu d'échange des savoirs, de partage, de recherche, de construction, et pour cela elle a besoin de l'étroite collaboration de tou.te.s les acteur.rices qui lui donnent son nom de communauté universitaire. Nous refusons ce projet de restaurant « bistrannique », parce que nous estimons que, par ses tarifs, il participe d'une exclusion d'une majorité d'entre nous, tandis que la centralité de cet espace et la convivialité propre au temps du repas peuvent être deux leviers majeurs d'un nouveau souffle donné à notre « communauté universitaire » qui a bien du mal à sortir des clivages identitaires professeur.e.s – étudiant.e.s – personnel.les – élu.e.s.

Nous estimons donc qu'il est nécessaire d'élaborer un projet qui soit cohérent avec le rôle même de l'Université, c'est à dire de totalisation des savoirs à travers une communauté universitaire non plus fonctionnalisée d'après des besoins et des compétences, mais vivante, organique, soudée par des désirs et des valeurs. Il s'agit donc de traduire en actes les valeurs de partage, d'échange, de rencontre et ce à travers le prisme des savoirs. Si la pluridisciplinarité est l'un des enjeux majeur de l'université du XXIème siècle, celle-ci doit s'inscrire spatialement dans un lieu favorisant cette mise en commun, loin de la spécialisation caractérisant chacun



des nos bâtiments. Notre ambition est bien une réappropriation de l'université, de son rôle et de son sens, par une communauté universitaire forte d'une diversité qui ne demande plus qu'à être articulée à travers une perspective d'échanges, de rencontres, de collectivisation plutôt que d'exclusion, de sectorialisation et d'individualisation.

Aujourd'hui, notre pétition comptabilise plus de 1000 signatures. Notre occupation fût l'outil le plus adéquat à la fois pour une visibilité maximum du problème, ainsi que pour fédérer à long terme toutes les personnes estimant qu'il est grand temps de s'extraire d'un rôle passif quant à l'avenir de l'Université. Quoique n'ayant que peu de moyens matériels et un investissement amoindri par les partiels, nos efforts ont tendu vers une réappropriation de ce lieu, permettant une ébauche du champ de possible. Dans l'optique d'un lieu convivial fort d'un partage des savoirs, des cours se sont tenus. Des ateliers et des banquets solidaires à prix libre sont régulièrement organisés. De plus, nous avons proposé divers événements tout au long de ce weekend, en parallèle du festival Replik'Art. Un doctorant nous a introduit au thème de la mélancolie d'après une perspective psychanalytique, et une étudiante nous a présenté ses recherches sur l'insuffisance de la dichotomie conceptuelle langage écrit / oral (usité notamment en ethnolinguistique), via une étude du langage TAM-TAM. Bien que la plupart des professeur.e.s et personnel.le.s se tiennent à l'écart de cette lutte, l'investissement de certain.e.s d'entre eux dessine les prémises d'une collaboration enrichissante.

Nous sommes exigeant.e.s quant à la possibilité de mener à bien l'élaboration d'un projet commun à la fois inclusif et pérenne : pour cela nous sommes parti.e.s à la rencontre des étudiant.e.s, des doctorant.e.s, des personnel.le.s et des professeur.e.s afin de sonder les besoins et envies que ceux-ci formulent. Dans la même optique, des tracts participatifs ont été diffusés. Enfin, une réunion ouverte se tiendra afin de fédérer différents projets au sein de ce local. Afin d'ajuster le cadre juridique et économique de ce projet commun, nous bénéficions de l'appui de Mireille Bruyère et Jacques Prades, professeur.e.s en économie sociale et solidaire. Nous sommes déterminé.e.s à nous investir dans l'élaboration d'une structure capable d'intégrer, sur un mode collectif et participatif, les projets de l'ensemble de la communauté universitaire par delà les clivages identitaires sur lesquels reposent une diversité fonctionnelle fallacieuse.

Pour finir, nous rappelons que le Conseil d'Administration qui votera l'attribution du local se tiendra fin mai/début juin : il nous faut rester acti.ves.fs et vigilant.e.s car si le vote du C.A. confirme les positions de la commission, ce restaurant verra le jour dès la rentrée 2017. Notre position est claire : nous refusons que ce local soit attribué à un investisseur privé, nous exigeons l'annulation de l'appel d'offre, et la mise en place d'un nouvel appel à projet favorisant *de facto* toute proposition issue de la communauté universitaire. Nous vous invitons à interpeller tou.te.s les élu.e.s au CA en ce sens, ainsi qu'à diffuser largement les enjeux de cette lutte. Réapproprions nous le sens de notre existence au sein de l'espace universitaire !

QUEL AVENIR POUR LE LOCAL ?

Des envies ? Des idées ? Des besoins ? Fédérons nos projets et réapproprions nous l'espace universitaire !

**JEUDI 18 MAI
17H00 AU LOCAL OCCUPÉ**

